

De la crise alimentaire à la souveraineté alimentaire, le défi des mouvements sociaux¹

Eric Holt-Giménez²

Le concept de « souveraineté alimentaire » apparaît aujourd’hui incontournable tant dans l’opposition au développement agro-industriel que dans la résolution de la crise alimentaire mondiale. Pour promouvoir l’idée, une synergie s’impose entre organisations internationales militantes – comme la Via Campesina – et celles qui naissent de l’échange spontané de pratiques agro-écologiques entre petits paysans – comme Campesino a Campesino.

La crise alimentaire mondiale actuelle – en germe depuis des décennies – constitue un réquisitoire accablant contre l’agriculture capitaliste et les multinationales qui dominent le système alimentaire mondial. Le rôle du complexe agroalimentaire et agro-industriel dans l’émergence de la crise (les monopoles sur l’industrie des intrants, l’agriculture industrielle, la transformation et la distribution des produits de l’agriculture) et les solutions néolibérales – proposées par les institutions multilatérales mondiales et les principaux pays industrialisés – qui le servent se heurtent aujourd’hui au scepticisme, la désillusion ou l’indifférence du grand public, bien plus préoccupé par le ralentissement économique mondial que par la crise alimentaire. En revanche, les recettes

1. Article paru dans *Monthly Review*, juillet-août 2009, sous le titre « From Food Crisis to Food Sovereignty. The Challenge of Social Movements ».

2. Economiste politique et agroécologiste, directeur exécutif de Food First – Institute for Food and Development Policy, partenaire de mouvements paysans en Afrique, Asie et Amérique.

néolibérales rencontrent une résistance croissante de la part des personnes les plus directement touchées par la crise : les petits agriculteurs du monde.

Pour seules réponses à la crise alimentaire, la Banque mondiale, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et les « conglomérats philanthropiques » proposent d'accélérer l'expansion des biotechnologies, de relancer la Révolution verte, de réintroduire le prêt conditionnel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, et de recomposer le pouvoir aujourd'hui fragmenté de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en concluant le « cycle du développement » des négociations commerciales de Doha. Ces institutions ont reçu du grand capital un mandat clair pour alléger la faim, atténuer les troubles sociaux et réduire le nombre total des paysans producteurs dans le monde – sans pour autant devoir réformer la structure du système alimentaire mondial.

De fait, entre ces stratégies néolibérales et les propositions favorables à une approche écologique de l'agriculture (agroécologie) et à la souveraineté alimentaire, soutenues par de nombreuses fédérations d'agriculteurs et organisations de la société civile à travers le monde, lesquelles cherchent plutôt à transformer en profondeur les systèmes alimentaires, le contraste est radical. Comme le montrent les affrontements, les déclarations et les protestations aux récents sommets de Rome, d'Hokkaido et de Madrid, la résistance croissante du public vis-à-vis du système agroalimentaire industriel, ainsi que le développement et la convergence politique des mouvements sociaux favorables à l'agroécologie, à la réforme agraire, à la justice et à la souveraineté alimentaire, cette crise alimentaire est devenue le terrain d'une lutte des classes autour de l'avenir de nos systèmes alimentaires.

Crise alimentaire

L'année dernière, le nombre total d'individus souffrant de la faim dans le monde a atteint un sommet au moment même où les principales industries agroalimentaires mondiales enregistraient une production et des profits record. Cette croissance paradoxale de la faim au milieu de tant de richesse et d'abondance a été à l'origine d'« émeutes de la faim », comme on n'en avait plus vues depuis des décennies. La hausse vertigineuse des prix a déclenché d'importantes

vagues de protestations au Mexique, au Maroc, en Mauritanie, au Sénégal, en Indonésie, au Burkina Faso, au Cameroun, au Yémen, en Égypte, en Haïti, et dans vingt autres pays (CETRI, 2008). En juin 2008, la Banque mondiale rapportait que les prix alimentaires mondiaux avaient augmenté de 83 % au cours des trois dernières années, et la FAO mentionnait une augmentation de l'ordre de 45 % de son index des prix en seulement neuf mois (Wiggins, 2008). Si les prix des produits de base ont baissé depuis, en raison de la récession économique et de la diminution de la spéculation sur ceux-ci, ils n'en sont pas moins restés élevés, et l'on ne s'attend pas à ce qu'ils reviennent à leurs niveaux d'avant crise.

Ces protestations ne peuvent pas seulement être considérées comme de « folles émeutes » déclenchées par des masses affamées. Il s'agissait bien plus généralement de démonstrations de colère contre la montée des prix de l'alimentaire dans des pays qui possédaient autrefois des surplus de nourriture, et où les gouvernements et l'industrie se sont montrés incapables d'apporter une réponse aux souffrances de la population. Dans certains cas, les gens affamés essayaient juste d'accéder à la nourriture en s'emparant de camions ou de magasins.

Alarmée par le spectre de troubles sociaux croissants, la Banque mondiale annonça alors que sans une injection massive et immédiate d'aide alimentaire, 100 millions de personnes dans le Sud rejoindraient les rangs de plus en plus nombreux des affamés dans le monde (World Bank, 2008). Des avertissements stridents qui ont eu pour effet immédiat de relancer les mantras malthusiens de l'industrie agroalimentaire et de déclencher une avalanche d'héroïques promesses industrielles sur les potentialités des nouvelles générations de semences génétiquement modifiées à haut rendement, « *biofortifiées* » et résistantes aux changements climatiques.

Dans le même temps, la Banque mondiale en appela à un « *New Deal* » pour l'agriculture et débloqua une enveloppe de 1,2 milliard de dollars de prêts d'urgence. La FAO, de son côté, réclama aux pays membres de l'OCDE un montant de 30 milliards de dollars pour financer la relance de l'agriculture dans les pays en développement. Et le « mégaphilanthrope » Bill Gates invita les sociétés multinationales à le suivre vers une nouvelle ère de « *capitalisme créatif* », en promettant d'approvisionner quatre millions de fermiers pauvres en semences et fertilisants de dernières générations grâce à sa « *Nouvelle alliance pour une Révolution verte en Afrique* » (Agra).

Pourtant, avec les récoltes céréalières record atteintes en 2007, il y avait dans le monde selon la FAO plus qu'assez de denrées alimentaires pour nourrir toute la population mondiale en 2008 – au moins une fois et demie la quantité nécessaire à la demande existante. De fait, au cours des vingt dernières années, la production de nourriture n'a cessé d'augmenter de plus de 2 % par an alors que le taux de croissance de la population a diminué de 1,14 % par an. Autrement dit, à l'échelle mondiale, la population n'excède pas les réserves de nourriture. Plus de 90 % de la population pauvre est simplement trop pauvre pour pouvoir acheter suffisamment de nourriture. Les prix élevés de l'alimentaire sont devenus un réel obstacle à la satisfaction des besoins alimentaires dans la mesure où près de 3 milliards d'individus – la moitié de la population mondiale – sont trop pauvres ou proches du seuil de pauvreté.

Près de la moitié de la population des pays en développement gagne en effet moins de deux dollars par jour et 20 % environ des habitants de la planète, gagnant moins d'un dollar par jour, sont considérés comme « *extrêmement pauvres* » (World Bank, 2008). Beaucoup de ceux qui sont officiellement classés comme pauvres pratiquent une agriculture de subsistance, ont un accès limité à la terre et à l'eau et ne peuvent entrer dans la compétition des marchés mondiaux (Holt-Giménez, 2009). Le détournement de grandes quantités de céréales et de produits oléagineux tirés de l'agriculture pour les parcs d'engraissement industriel du bétail dans les économies émergentes, de même que le détournement des terres et des eaux pour les agrocarburants « *verts* », exercent du reste une pression croissante et significative sur les marchés pour de nombreux produits alimentaires de base.

Sans surprise, la crise alimentaire a permis aux grands groupes agroalimentaires du monde de réaliser des profits exceptionnels. Durant le dernier trimestre de 2007, alors que la crise alimentaire mondiale atteignait son paroxysme, les gains de Archer Daniels Midland ont fait un bond de 42 %, ceux de Monsanto de 45 % et ceux de Cargill de 86 %. Quant à Mosaic Fertilizer, une filiale de Cargill, elle a vu son chiffre d'affaires croître de 1 200 % (Lean, 2008).

À la concentration croissante des bénéfices et du pouvoir de marché dans les pays industrialisés du Nord correspondent la perte des capacités de production alimentaire et l'augmentation de la faim dans les pays du Sud. Malgré les gains de productivité, maintes fois cités, de la Révolution verte, et malgré des décennies de

campagnes de développement – parmi lesquelles les récents et évasifs Objectifs du millénaire pour le développement – la faim continue à faire des ravages dans le monde. Le nombre d'affamés n'a cessé d'augmenter, passant de 700 millions en 1986 à 800 millions en 1998 (Lappé, 1998) pour atteindre aujourd'hui le milliard de personnes.

Il y a cinquante ans, les pays en développement disposaient pourtant chaque année de surplus commerciaux de production agricole pour un montant de 1 milliard de dollars. Désormais, après des décennies de développement capitaliste et l'expansion mondiale du complexe agro-industriel et agroalimentaire, le déficit alimentaire du Sud se chiffre à 11 milliards de dollars par an (FAO, 2004). La facture des importations céréalières pour les pays à faibles revenus et en déficit de nourriture s'élève aujourd'hui à plus de 38 milliards de dollars, et la FAO prédit qu'elle passera à 50 milliards en 2030 (De Schutter, 2008). Cette transition d'un état d'autosuffisance à une situation de dépendance s'est accomplie parallèlement à une colonisation des systèmes alimentaires nationaux et la destruction de l'agriculture paysanne.

Une paysannerie persistante

Le dernier demi-siècle d'expansion de l'agriculture capitaliste a eu de lourdes conséquences pour les paysans du monde, en les dépossédant de leurs terres, de l'accès à l'eau, et de leurs ressources génétiques, par des processus violents de parcellisation des terres (*enclosures*), de déplacements forcés, voire de piraterie pure et simple. La « Révolution verte », les programmes d'ajustement structurel concoctés par la Banque mondiale et les accords commerciaux mondiaux et régionaux ont littéralement entraîné la destruction de la paysannerie (Araghi, 2000). Pendant cette période, on a assisté au quadruplement de la production de céréales et d'oléagineux, mais aussi à la diminution constante des prix accordés aux agriculteurs (Faostat, 2009). Une situation qui a renforcé l'inexorable tendance à la concentration verticale et horizontale des industries du système alimentaire mondial. Désormais, deux compagnies, Archer Daniels Midland et Cargill accaparent les trois quarts du commerce mondial de céréales (Vorley, 2003). Et le top trois des firmes productrices de semences – Monsanto, Dupont et Syngenta – contrôle 39% du marché mondial dans ce secteur (ETC, 2006).

Contrairement aux idées reçues pourtant, les taux élevés d'urbanisation ne sont jamais parvenus à venir à bout d'une « paysannerie persistante » (Edelman, 2000) et opiniâtre. Parce que de nouvelles exploitations familiales ont historiquement toujours remplacé celles qui ont succombé à l'industrialisation (Chayanov, 1987), ou parce que, pour les pauvres du monde rural, « *il y a rarement d'alternative à l'agriculture* », le nombre absolu de paysans et de petits agriculteurs dans le Sud est resté remarquablement stable au cours des quarante dernières années, malgré l'exode rural et le fractionnement intense de la propriété (Van der Ploeg, 2008). Du reste, ces petits propriétaires continuent à fournir des quantités significatives de nourriture dans le Sud, contribuant par exemple pour près de 90% de toute la production alimentaire dans les pays africains (Nagayets, 2005).

Ce mélange de « dépayannisation » et de « repaysannisation » s'est accompagné de changements importants dans le type de cultures produites, a fait apparaître des formes hybrides de production et a renforcé la dépendance croissante des petits paysans aux revenus hors exploitation et aux « *remittances* » (envois de fonds de l'étranger). Ces processus se sont caractérisés par des changements dans les modes de production, les stratégies de subsistance et les revendications politiques. Reformulant la « question paysanne », Araghi l'identifie maintenant non seulement à la demande historique de terres, mais aussi aux demandes liées au caractère globalisé de l'économie et à la dépossession des petits propriétaires actuels, ayant trait par exemple au logement et à l'absence de domicile fixe, au travail informel, aux migrations, à l'identité, à l'environnement et à la croissance de la faim.

La difficulté qu'il y a à s'opposer aux attaques massives touchant les petites exploitations et à mobiliser politiquement l'opinion sur des revendications par nature complexes et variées, car portant sur différents modes de subsistance, constitue un réel défi pour les mouvements agraires dans le Sud. C'est également un problème pour les organisations du Nord qui cherchent à protéger les exploitations familiales et à contrer l'expansion de l'agriculture industrielle à grande échelle en promouvant des formes de production plus durables. Il y a à peine dix ans, les sociologues « ruraux » se lamentaient encore de l'absence de « *principe sous-jacent... qui agirait comme force unificatrice* » d'un mouvement pour une agriculture durable, et soulignaient la nécessité de former des coalitions et de

développer des mouvements progressistes dans le domaine de l'agroalimentaire capables de faire contrepoids à la dérégulation, la globalisation et la dégradation de l'agroécosystème (Buttel, 1997). Avec la crise actuelle, la demande paysanne pour la souveraineté alimentaire – littéralement l'autogouvernement des peuples sur le système alimentaire – pourrait désormais fort bien remplir cette fonction politique.

Initialement définie en 1996 par la fédération paysanne internationale Via Campesina comme « *le droit des peuples à une nourriture saine et culturellement appropriée, produite de façon écologique par des méthodes durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles* », la notion de souveraineté alimentaire implique que ce soit les peuples, et non les compagnies monopolistiques, qui prennent les décisions quant à leur alimentation. La souveraineté alimentaire est donc un concept beaucoup plus profond que celui de sécurité alimentaire, parce qu'il ne signifie pas seulement un accès garanti à la nourriture, mais aussi un contrôle démocratique sur le système alimentaire – de la production à la transformation, de la distribution au marketing jusqu'à la consommation. Qu'il soit appliqué aux pays du Sud travaillant à restaurer leur production alimentaire nationale, aux agriculteurs protégeant leur système de semences contre l'introduction d'organismes génétiquement modifiés, ou aux communautés rurales-urbaines établissant leurs propres systèmes de commercialisation directe, la souveraineté alimentaire vise avant tout à démocratiser et à transformer nos systèmes alimentaires.

Pendant des décennies, les exploitations familiales, les femmes d'origine rurale et les communautés à travers le monde ont résisté à la disparition de leurs semences traditionnelles et ont travaillé dur pour diversifier leurs récoltes, protéger leur sol, préserver leur eau et leurs forêts, et mettre en place des vergers, des marchés et des commerces locaux, ainsi que des systèmes alimentaires communautaires. Il existe de nombreuses alternatives hautement productives, équitables et durables aux pratiques industrielles actuelles et aux monopoles des firmes qui prennent la nourriture du monde en otage, et des millions de gens travaillent à promouvoir ces alternatives (Pretty, 2008). Contrairement à la pensée conventionnelle, ces pratiques offrent un très haut rendement et pourraient facilement nourrir la population mondiale prévue pour le milieu du siècle, soit plus de neuf milliards d'individus (Chappel, 2008).

Les petits exploitants liés à des mouvements comme Campesino a Campesino (De paysan à paysan) en Amérique latine, ou à des réseaux d'ONG qui militent pour une agriculture durable gérée par les agriculteurs eux-mêmes, comme le Participatory Land Use Management (PELUM) en Afrique, et les Farmer Field Schools en Asie, ont su restaurer des sols appauvris, augmenter les rendements et préserver l'environnement en mettant en œuvre des pratiques très efficaces de gestion agro-écologique sur des dizaines de milliers d'acres de terres. Ces pratiques leur ont permis parallèlement de se ménager une importante autonomie par rapport au système agroalimentaire industriel, d'accroître leur résistance économique et environnementale et d'amortir les effets négatifs des variations du climat et de la volatilité des prix du marché.

Parallèlement, des organisations paysannes luttant pour la réforme agraire ont cherché à résister à l'offensive néolibérale (Rosset, 2006). Tandis que l'expansion de l'agroalimentaire industriel dépouille les petits producteurs et/ou les recrute dans d'énormes armées de réserve de main-d'œuvre, ces organisations paysannes élargissent leur action et réussissent à se coordonner par-delà les secteurs et les frontières. La mondialisation de ces mouvements – tant au niveau de leur discours que de leur échelle – répond en partie à l'intensification de la concentration du capital tout en concrétisant – d'autre part – la décision stratégique de s'engager dans un plaidoyer de portée internationale. En conséquence de quoi, les nouveaux mouvements agraires transnationaux ont intégré à la fois des considérations sociales, environnementales, économiques et culturelles à leurs revendications initiales portant sur la réforme agraire.

Deux courants distincts peuvent être identifiés parmi ces tendances. L'un est composé d'organisations et de fédérations paysannes qui se centrent prioritairement sur un nouveau plaidoyer agraire, comme la Via Campesina. L'autre est formé de petits exploitants qui, associés à des organisations non gouvernementales (ONG), s'attellent prioritairement au développement d'une agriculture durable, comme Campesino a Campesino. Les origines politiques et institutionnelles de ces deux courants sont distinctes, et cela conduit parfois à des relations contradictoires, compétitives et même conflictuelles, particulièrement entre les organisations non gouvernementales qui mettent en œuvre les programmes dans l'intérêt des agriculteurs, et les organisations d'agriculteurs cherchant

à concrétiser leurs propres programmes. Cependant, tant au niveau local qu'au niveau international, il existe une nette et objective synergie entre les revendications agraires des organisations paysannes d'aujourd'hui et les besoins d'une frange croissante de petits exploitants qui pratiquent l'agriculture durable comme moyen de subsistance. La crise alimentaire offre peut-être l'opportunité à ces mouvements de s'unir.

Plaidoyer : suivre « la voie paysanne »

En 1993, des leaders agricoles du monde entier se sont réunis à Mons, en Belgique, dans le cadre d'un colloque d'analyse politique sur les questions agraires mondiales, organisé par une ONG néerlandaise alliée à la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), une fédération agricole internationale dominée par des agriculteurs du Nord. Un nouveau mouvement international d'agriculteurs émergea de ce rassemblement : la Via Campesina. La naissance de cette fédération agricole internationale gérée par des paysans marquait une rupture par rapport aux fédérations conventionnelles dominées par les grands producteurs et par rapport aux ONG humanitaires traditionnellement plus intéressées par la production agricole des paysans. La déclaration de Mons fait valoir le droit des petits agriculteurs de vivre de leur travail dans la campagne, le droit de tous les individus à une nourriture saine et le droit des nations à définir leurs propres politiques agricoles (Desmarais, 2006).

Depuis sa création, le principal objectif de la Via Campesina est la fin du néolibéralisme et la construction de systèmes alimentaires alternatifs basés sur la souveraineté alimentaire. Ce mouvement était initialement composé d'organisations d'Europe et des Amériques, mais s'est élargi depuis, pour inclure désormais plus de cent cinquante mouvements sociaux issus de plus de soixante-dix-neuf pays, dont ceux de douze pays d'Afrique et de nombreuses organisations du sud et de l'est de l'Asie. Contrairement à la FIPA, son grand homologue, la Via Campesina est presque entièrement constituée de groupes marginalisés : travailleurs sans terre, petits fermiers, métayers, éleveurs nomades, pêcheurs et pauvres des zones périurbaines.

La Via Campesina a été une formidable réussite au sens où elle s'est révélée être un espace politique de poids capable de promouvoir les revendications liées à la souveraineté alimentaire, de contrer les positions de l'OMC sur les questions agraires et de

lutter pour le droit des femmes, l'agriculture durable, l'interdiction des OGM et la mise en œuvre de réformes agraires redistributives. Le mouvement a été l'une des chevilles ouvrières des protestations qui ont perturbé les différentes réunions ministérielles de l'OMC, de Seattle à Hongkong. La Via Campesina a joué un rôle essentiel lors de la Conférence internationale sur les réformes agraires et le développement rural organisée par la FAO en 2006, et elle a lancé avec succès des campagnes de résistances contre les programmes de réforme agraire orientés vers le marché conçus par la Banque mondiale.

La Via Campesina a aussi été parmi les critiques les plus virulents des réponses institutionnelles qui ont été apportées à la crise alimentaire mondiale. À la réunion de haut niveau sur la crise alimentaire à Madrid, la Via Campesina a notamment publié une déclaration demandant que les solutions à la crise alimentaire soient totalement indépendantes des institutions qui ont engendré cette même crise (c'est-à-dire le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et le CGIAR). Cette déclaration réaffirmait le droit à la souveraineté alimentaire, demandait que soit mis un terme à l'accaparement des terres pour la production industrielle d'agrocarburants et d'aliments destinés à l'exportation, et appelait la communauté internationale à rejeter la Révolution verte et à appuyer à la place les conclusions de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement des Nations unies (IAASTD).

Cette évaluation capitale, parrainée par cinq agences des Nations unies et la Banque mondiale, et rédigée par plus de quatre cents scientifiques et experts en développement de plus de quatre-vingts pays, insiste dans ses conclusions sur le besoin urgent d'élargir et de renforcer la recherche fondamentale et d'adopter des méthodes agro-écologiques localement appropriées et démocratiquement contrôlées, reposant sur l'expertise, les systèmes de semences et le matériel génétique locaux gérés par les agriculteurs.

Pratique : transformation agro-écologique de *campesino* à *campesino*

« Des fermiers aidant leurs frères, afin qu'ils puissent s'aider eux-mêmes... à trouver des solutions sans dépendre d'un technicien ou d'une banque : voilà ce qu'est Campesino a Campesino. » (Argelio Gonzales, Santa Lucia, Nicaragua, 1991). Ceci est la

définition d'un agriculteur d'un mouvement agraire latino-américain vieux de trente ans déjà et actif dans la promotion d'une agriculture durable. Le mouvement Campesino a Campesino est constitué de centaines de milliers de techniciens agricoles travaillant dans plus de douze pays. Campesino a Campesino a débuté ses activités, au début des années 1970, avec la mise en œuvre d'une série de projets ruraux en partenariat avec les petits propriétaires locaux des coteaux écologiquement fragiles des hautes terres du Guatemala.

Soutenus par des ONG progressistes, les paysans mayas ont obtenu des améliorations agricoles en développant des méthodes relativement simples, expérimentées à petite échelle, et combinées avec des ateliers animés par les agriculteurs eux-mêmes et destinés à partager leurs découvertes. Comme leurs rendements agricoles étaient assez bas, ils ont recherché des solutions permettant de surmonter les facteurs de production les plus communément limitatifs pour l'agriculture paysanne, à savoir le sol et l'eau. En ajoutant des matières organiques à la terre, et en mettant en œuvre des techniques de conservation de l'eau et du sol, ils ont pu ainsi obtenir des augmentations de rendement de l'ordre de 100 à 400 %.

Des résultats rapides et visibles qui ont permis de renforcer l'enthousiasme des agriculteurs tout en leur faisant prendre conscience qu'ils avaient les capacités d'améliorer eux-mêmes leur propre agriculture – sans pour autant causer des dégâts environnementaux ou s'enfoncer dans la dépendance financière à l'instar de celle qui a accompagné « la Révolution verte ». Les méthodes initiales de compostage, de préservation du sol et de l'eau, et de sélection des semences se sont depuis développées, et font désormais partie d'un « panier » sophistiqué de technologies durables et d'approches de gestion agro-écologique incluant engrais verts, diversification des récoltes, gestion intégrée des insectes ravageurs, contrôle biologique des mauvaises herbes, reforestation et gestion de l'agrobiodiversité à toutes les étapes du processus de production.

Ces méthodes efficaces et peu coûteuses d'origine paysanne et ces transferts de connaissances entre agriculteurs n'ont pas tardé à être repris par les ONG actives dans le développement agricole. Les échecs de « la Révolution verte », incapables d'améliorer les conditions de vie des petits exploitants d'Amérique centrale, les soulèvements révolutionnaires de la région, ainsi que les conflits contre-révolutionnaires des années 1970 et 1980 ont ensuite conforté les promoteurs de ce réseau dans la nécessité de suivre cette voie et

d'accumuler les ressources nécessaires à la croissance de ce qui allait devenir le mouvement Campesino a Campesino.

Comme les crédits, les semences, l'aide technique et l'accès aux marchés faisaient cruellement défaut à la paysannerie, les petits producteurs se sont tournés vers des ONG et non vers les gouvernements, pour relayer leurs besoins et leurs demandes, au moment même où les programmes d'ajustement structurel des années 1980 et 1990 commençaient à exacerber les difficultés de la paysannerie.

Le mouvement Campesino a Campesino s'est développé en réaction à cette tendance et s'est étendu, grâce aux ONG, à des centaines de milliers de petits exploitants d'Amérique latine (Brot für die Welt, 2006). Bien que le mouvement soit régulièrement ignoré par les centres internationaux, lesquels soulignent son « *manque de scientificité* » et ses prétentions non vérifiables en termes de durabilité, des recherches scientifiques ont été menées en Amérique centrale, à la suite de l'ouragan Mitch (1998), pour prouver que les exploitations liées au mouvement étaient significativement plus résistantes et durables que celles de leurs voisins pratiquant une agriculture conventionnelle (Holt-Giménez, 2001).

L'une des *success stories* les plus marquantes de Campesino a Campesino est à trouver à Cuba. Les pratiques agro-écologiques des fermiers ont en effet aidé le pays à transformer une grande partie de son agriculture, la faisant passer d'un système agricole de grande échelle exigeant beaucoup de ressources extérieures à un système à petite échelle, ne réclamant que peu d'intrants biologiques. Cette conversion a ainsi permis à Cuba de surmonter sa crise alimentaire durant la « période spéciale » qui suivit la chute de l'Union soviétique. Le Mouvement agro-écologique cubain Campesino a Campesino (Macac) a été lancé par l'ANAP, l'Association nationale des petits agriculteurs.

La croissance du Macac a été favorisée par l'existence d'un environnement structurel dans lequel de nombreux centres de recherche agronomique et universités travaillaient au développement de biofertilisants, à la gestion intégrée de la lutte contre les parasites et à l'élaboration d'autres techniques agricoles économes en apports extérieurs. Des réformes ont également été adoptées en vue de réduire la taille des collectifs et des coopératives, et de donner aux petits exploitants davantage de contrôle sur l'agriculture et sur la commercialisation. Dans le même temps, les fermiers ruraux et

urbains se sont vus faciliter l'accès à la terre, au crédit et aux marchés (Fernando, 2002). Après huit années d'existence seulement, le mouvement Campesino a Campesino de Cuba comprenait déjà près de 100 000 petits exploitants. Au Mexique et en Amérique centrale, il aura fallu près de 20 ans au mouvement pour atteindre cette taille (Holt-Giménez, 1998).

L'approche de Campesino a Campesino s'est maintenant généralisée au sein des ONG qui travaillent dans le domaine du développement agro-écologique, lesquelles se sont réappropriées des pratiques agricoles générées par les agriculteurs et ayant beaucoup de succès dans le monde entier (les centres internationaux de recherche agronomique ont d'ailleurs adopté bon nombre de leurs méthodes). Le Système d'intensification du riz (SIR) développé à Madagascar a ainsi augmenté les récoltes jusqu'à huit tonnes par hectare, et s'est répandu auprès d'un million d'agriculteurs dans plus de douze pays (Uphoff, 2000). Une enquête portant sur quarante-cinq projets d'agriculture durable menée dans dix-sept pays africains et couvrant quelque 730 000 ménages a montré que ces approches agro-écologiques ont amélioré de façon substantielle la production de nourriture et la sécurité alimentaire des ménages. Dans 95 % des cas, les récoltes céréalières ont été améliorées de 50 à 100 % (Pretty, 2003).

Une autre enquête sur l'agriculture biologique menée sur le continent a par ailleurs révélé qu'une agriculture moderne, biologique et à petite échelle était très répandue en Afrique subsaharienne, et qu'elle contribuait à améliorer sensiblement les récoltes, les revenus et les avantages environnementaux (Pretty, 2008). Depuis près de treize ans, le réseau Participatory Land Use Management (pour une gestion participative de l'utilisation des terres, PELUM), comprenant plus de cent soixante-dix organisations africaines dans plus de neuf pays d'Afrique de l'Est et du Sud, met les connaissances agro-écologiques de l'est et du sud de l'Afrique en commun. Et durant vingt ans, le Centre pour une agriculture durable à faibles intrants extérieurs (Center for Low External Input Sustainable Agriculture, LEISA) a fourni des preuves, documents à l'appui, de la capacité de centaines d'alternatives agro-écologiques à surmonter plusieurs des facteurs limitatifs propres à l'agriculture en Afrique et dans d'autres pays du Sud (www.leisa.info).

Fossé entre praticiens et militants

« Je crois que nous ne devrions pas tomber dans le piège qui consiste à ne considérer le développement de l'agroécologie qu'à travers les aspects physiques de l'exploitation ou ses résultats économiques. En tant qu'ONG, nous avons un problème par rapport à notre positionnement social, car nous pouvons constituer des digues et souvent des obstacles aux actions menées par les habitants ou par des organisations locales plus vastes... L'agroécologie n'est pas qu'un ensemble de pratiques. L'agroécologie est une façon de vivre... Nous ne pouvons obtenir un changement agro-écologique sans un mouvement "campesino". Nous, les ONG, nous pouvons les accompagner, mais nous ne pouvons pas faire les choses à leur place. Nous encourageons des projets, mais les projets ont une vie courte. Ils ne sont pas durables » (Nelda Sanchez, Mesoamerican Information System for Sustainable Agriculture).

Bien que le partenariat entre réseaux de paysans et ONG se soit montré très efficace pour encourager les projets locaux et pour développer des pratiques durables sur le terrain, en revanche, contrairement à la Via Campesina, peu a été fait pour impulser la mise en place d'un contexte politique favorable à l'agriculture durable. Étant donné des conditions structurelles défavorables, les pratiques agro-écologiques n'ont pu ni atteindre une échelle nationale ni se faire règle plutôt qu'exception (Holt-Giménez, 1996). En dépit des réseaux lointains qui se sont créés entre paysans et des centaines d'ONG, les agriculteurs de ces mouvements n'ont généralement pas fait de lobbying, n'ont pas cherché à exercer de pression, ni organisé d'actions directes ou toute autre mobilisation d'une certaine ampleur en faveur de l'agriculture durable.

Les paysans du PELUM en Afrique de l'Ouest excellent dans les méthodes de l'agriculture biologique mais jusqu'à très récemment, ils n'étaient que très peu impliqués dans l'élaboration de politiques visant à juguler l'expansion de « la nouvelle Révolution verte », d'origine internationale. Les célèbres Farmer Field Schools en Asie ont révolutionné la gestion intégrée des parasites et ont été des pionnières en matière de sélection participative des plantes, mais n'ont jamais exercé de pression au niveau politique pour préserver l'agro-biodiversité ou défendre les droits des agriculteurs.

Paradoxalement, la force de ces réseaux de paysans – à savoir leur capacité à engendrer une connaissance agro-écologique horizontale et à la diffuser de façon décentralisée – constitue en même

temps une faiblesse sur le plan politique. D'un côté, il existe au sein de ces réseaux des organes de coordination capables de mobiliser les paysans, d'exercer une pression sociale, de mener à bien des activités de plaidoyer ou une action politique. Mais de l'autre, leur capacité à développer une agriculture durable efficace au niveau local a convaincu leurs promoteurs de se concentrer quasi exclusivement sur l'amélioration des pratiques durables plutôt que de lutter pour la mise en place de conditions politiques et économiques favorables à une agriculture durable.

Alors que les synergies potentielles entre une fédération paysanne mondiale défendant la souveraineté alimentaire et les vastes mouvements de petits exploitants pratiquant l'agroécologie paraissent a priori aller de soi, les efforts pour rapprocher les actions de plaidoyer agricole des réseaux de paysans se sont heurtés à la méfiance historique entre les ONG de développement en charge de projets d'agriculture durable et les organisations paysannes qui composent les nouveaux mouvements paysans.

Tout en assumant plusieurs tâches autrefois dévolues à l'État, les ONG sont devenues un instrument institutionnel de promotion de programmes sociaux et politiques dans l'arène de la société civile. Dans le paysage institutionnel du développement agricole, quelques ONG s'inscrivent directement ou indirectement dans le projet néolibéral. D'autres font simplement ce qu'elles font le mieux et se concentrent sur leurs propres programmes. Mais d'autres encore craignent que le fait de promouvoir les pratiques d'agriculture durable sans aborder les conditions de cette durabilité se solde finalement par un échec. Ces dernières ONG pourraient potentiellement constituer un relais important pour le vaste réseau informel de petits exploitants engagés en faveur d'une transformation de l'agriculture.

Au cours des trente dernières années, les agriculteurs de ces réseaux ont démontré leur capacité à partager l'information et les connaissances. Leur engagement vis-à-vis des pratiques de l'agriculture écologique a abouti à un ensemble de revendications agricoles spécifiques à l'agriculture paysanne durable. Il est courant aujourd'hui d'entendre le mot « souveraineté » parmi ces agriculteurs. Néanmoins, dès lors que la plupart de ces paysans n'appartiennent pas aux organisations qui composent la Via Campesina, il y a peu, voire pas, de possibilités pour eux de concrétiser cet engagement sur le plan politique.

Intégrer plaidoyer et pratique : le Mouvement des paysans sans terre au Brésil

Un exemple des potentialités transformatrices de la liaison entre activités de plaidoyer et pratiques agro-écologiques, au sein d'une même organisation, nous est donné par le Mouvement des paysans sans terre du Brésil (MST), le plus grand mouvement social d'origine rurale en Amérique et l'un des membres fondateurs de la Via Campesina. Le MST a beaucoup influencé la Via Campesina tout comme les politiques agraires dans le monde. Grâce au MST, plus d'un million de paysans sans terre ont été installés et 35 millions d'acres de terres ont été redistribués, une superficie équivalente à celle de l'Uruguay.

Le MST plonge ses racines dans les occupations de terres paysannes à la fin des années 1970. En décembre 1979, un groupe de travailleurs ruraux sans terre installe un camp aux abords d'un carrefour aujourd'hui connu sous le nom d'Encruzilhada Natalino. En s'appuyant sur une clause de la constitution brésilienne qui établit que la terre remplit une fonction sociale, les paysans demandèrent au gouvernement de redistribuer les terres non exploitées de la région. Trois ans et demi et plusieurs mobilisations de masse plus tard, le groupe s'est vu accorder environ 4 600 acres. S'inspirant du succès de Encruzilhada Natalino et d'autres actions similaires, les occupations de terre sont de ce fait devenues la principale stratégie du MST (Wright, 2003).

En 1984, des délégués de ces terres occupées dans tout le Brésil se rencontrèrent dans l'État du Parana et fixèrent les quatre objectifs de base du mouvement : « a) *maintenir un mouvement largement intégrateur des populations rurales pauvres afin b) d'accomplir la réforme agraire ; c) de promouvoir le principe selon lequel la terre appartient au peuple qui la travaille et qui en dépend pour vivre ; et d) de rendre possible une société juste et fraternelle et de mettre fin au capitalisme* » (Wright, 2003 : 76). Depuis ce jour, le mouvement a créé environ 400 associations de producteurs et 1 800 écoles primaires, initié des programmes d'alphabétisation pour adultes, mis en place des coopératives de crédit, installé des centres de santé, et lancé son propre fournisseur de semences biologiques destinées aux paysans du MST (Stedile, 2009).

Initialement, le MST encourageait ses membres à pratiquer une agriculture de type industriel. Mais cette stratégie s'est révélée non

durable et économiquement désastreuse en plusieurs endroits. C'est la raison pour laquelle, en 1990, le mouvement s'est rapproché de mouvements paysans pratiquant l'agroécologie et adopta finalement – durant son quatrième congrès national en 2000 – l'agroécologie comme politique nationale pour orienter la production des terres appartenant au réseau. Aujourd'hui, les sept organisations qui font partie de Via Campesina-Brésil ont toutes adopté l'agroécologie comme politique officielle, à l'instar de plusieurs organisations de Via Campesina-International.

Le MST et Via Campesina-Brésil ont créé onze écoles secondaires et ont mis en place des cours universitaires en agroécologie pour former les jeunes des mouvements à fournir une assistance technique aux familles des régions rurales. L'intégration de l'agroécologie au sein des nouveaux mouvements agraires est à l'évidence une évolution positive, parce qu'elle aide à promouvoir des formes de production conformes aux objectifs sociaux et politiques de la souveraineté alimentaire. Les écoles du MST sont là pour témoigner de la capacité des mouvements à promouvoir des politiques agro-écologiques au niveau local et national (Tardin, 2009).

Cultiver la convergence

La crise alimentaire mondiale a donné une seconde vie aux recettes néolibérales sur le développement agricole et insufflé une nouvelle vie à la Révolution verte décadente, aujourd'hui résurgente en Afrique et dans certaines régions d'Asie. Comme sa version précédente, la nouvelle Révolution verte est essentiellement une campagne visant à mobiliser des ressources destinées à l'expansion de l'agriculture capitaliste. À l'instar du rôle autrefois joué par les Fondations Ford et Rockefeller (bien qu'à une échelle sensiblement plus réduite), la Fondation Bill et Melinda Gates porte le nouvel étendard philanthropique de la Révolution verte, en charge de ressusciter le CGIAR, d'obtenir les faveurs de l'opinion publique et l'accord des gouvernements pour favoriser l'expansion du capital agro-industriel dans les communautés rurales.

L'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (Agra) reprend à son compte des termes tels qu'agroécologie, durabilité et même souveraineté alimentaire, mais les utilise de manière superficielle dans un effort pour les dépouiller de leur contenu agraire plus profond et d'enrôler les ONG et leurs parties prenantes en faveur de la Révolution verte.

La crise alimentaire est certes de mauvais augure, mais une autre Révolution verte rendra les choses bien pires encore. L'alternative à celle-ci, à savoir une agriculture agro-écologique gérée par de petits exploitants, a été reconnue par l'IAASTD comme étant la meilleure stratégie pour restaurer l'agriculture, mettre un terme à la pauvreté et à la faim dans les régions rurales, et assurer la sécurité alimentaire des pays du Sud. Pour avoir une chance d'aboutir, cette stratégie requiert cependant une volonté politique forte associée à une pratique agro-écologique extensive sur le terrain pour vaincre l'opposition bien financée de la Révolution verte.

Face à un assaut néolibéral renouvelé sous la forme d'une Révolution verte, les mouvements d'agriculteurs et le réseau De Campesino a Campesino semblent se rapprocher. Tandis que le PELUM réunissait plus de trois cents agriculteurs à Johannesburg pour parler en leur nom au Sommet mondial pour le développement durable, un Forum des agriculteurs d'Afrique australe et orientale voyait le jour. Les organisations agricoles africaines et leurs alliés se sont rencontrés au Mali, à Bonn et au Sénégal, pour promouvoir les alternatives agro-écologiques africaines à la Révolution verte (2007, 2008).

À la suite de la réunion de Rome sur la crise alimentaire, la Via Campesina a réuni ses membres au Mozambique où ils ont signé une déclaration en faveur d'une solution à la crise alimentaire pour les petits agriculteurs (2008). Ces développements tout comme d'autres suggèrent que l'appel international pour la souveraineté alimentaire commence à prendre racine au travers de multiples initiatives spécifiques de petits exploitants pour faire face à la crise alimentaire et agricole. Pas un jour ne se passe sans que des initiatives mêlant plaidoyer et pratiques ne soient lancées par-delà les secteurs, les frontières et les institutions.

Ces évolutions encourageantes ont le pouvoir de réunir les réseaux locaux étendus favorables aux pratiques agro-écologiques et les organisations de plaidoyer international. Si les deux courants fusionnent en un large mouvement capable de faire émerger une pression sociale massive, ils pourraient faire pencher la balance et faire naître une volonté politique forte en faveur de la souveraineté alimentaire. En définitive, pour mettre un terme à la faim dans le monde, le complexe industriel monopolistique de l'agroalimentaire devra être remplacé par des systèmes alimentaires agro-écologiques et redistributifs.

Il est trop tôt pour dire si oui ou non la tendance naissante à la convergence marque une nouvelle étape de l'intégration entre les principaux courants de défense des intérêts des paysans et les pratiques agro-écologiques des petits agriculteurs. En attendant, les graines de la convergence ont été semées. Cultiver et réussir cette convergence déterminera peut-être l'issue de la crise alimentaire mondiale et la lutte internationale qui se livre autour des systèmes alimentaires mondialisés.

Traduction de l'anglais: Julie Galand

Bibliographie

- Araghi F. (2000), « The Great Global Enclosure of our times », in Fred Magdoff, John Bellamy Foster et Frederick H. Buttel, (dir.), *Hungry for profit*, New York, Monthly Review Press, pp. 145-60.
- Bryceson D.F., Kay C., Mooij J. (dir.) (2000), *Disappearing peasantries? Rural labor in Africa, Asia and Latin America*, London, Intermediate Technology Publications.
- Brot für die Welt (2006), *Campesino a campesino*, Stuttgart.
- Buttel F.H. (1997), « Some Observations on agro-food change and the future of agricultural sustainability movements », in Goodman D. et Michael J. Watts (dir.), *Globalizing Food*, New York, Routledge, p. 344-65.
- CETRI (2009), *Etat des résistances dans le Sud 2009 – Face à la crise alimentaire*, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/CETRI.
- Chappell M. J. (2008), « Shattering myths », *Food First Backgrounder*, 13, n° 3, www.foodfirst.org/files/pdf/backgrounders/bgr.100107final.pdf.
- Chayanov A.V. (1989), *The Peasant Economy: Collected works*, Moscow, Ekonomika.
- De Schutter O. (2008), « Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development », New York, Human Rights Council, United Nations.
- Desmarais A.A. (2006), *Via Campesina*, Halifax, Fernwood Publishing.
- Edelman M. (2000), « The Persistence of the Peasantry », *NACLA Report on the America*, 33, n° 5.
- ETC Group, « The World's Top 10 seed companies-2006 », www.etcgroup.org/en/materials/publications.html?pub_id=656.
- FAO, « The State of agricultural Commodity markets 2004 », <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5419e/Y5419e00.pdf>.
- Faostat (2009), « Prodstat Crops », <http://faostat.fao.org/site/567/default.aspx#ancor>.
- Fernando Funes S., Garcia Luis et al. (2002), *Sustainable agriculture and resistance: transforming food production in Cuba*, Oakland/Havana, Food First/ACTAF/CEAS.
- Holt-Giménez E. (1996), « The Campesino a Campesino Movement », *Food First Development Report 10*, Oakland, Institute for Food and Development Policy/Food First.
- Holt-Giménez E. (2001), *Measuring farmers - agroecological resistance to hurricane Mitch in Central America*, London, International Institute for Environment and Development.
- Holt-Giménez E., Patel R. et Shattuck A. (2009), *Food Rebellions*, Oakland, Food First/Fahamu.
- Lappé F.M., Collins J. & Rosset P. (1998), *World Hunger*, New York, Food First.

- Lean G. (2008), « Rising Prices threaten millions with starvation, despite bumper crops », *The Independent*.
- Nagayets O. (2005), *Small Farms*, Washington, IFPRI.
- Pretty J.N., Morison J.I.L. et Hine R.E. (2003), « Reducing food poverty by increasing agricultural sustainability in developing countries », *Agriculture, Ecosystems & Environment*, 93: 87-105.
- Pretty J. *et al.* (2006), « Resource-conserving agriculture increases yields in developing countries », *Environmental Science & Technology* 40, n° 4, 1114-19.
- Pretty J., Hine R. et Twarog S. (2008), *Organic Agriculture and food security in Africa*, Geneva, United Nations Environment Program.
- Rosset P.M., Patel R. et Courville M. (2006), *Promised Land*, Oakland, Food First Books.
- Stedile J.P. (2009), « MST twenty-fifth anniversary. 25 years of obstinacy », www.mst-brazil.org/?q=node/590.
- Tardin J.M. & Kenfield (2009), in Holt-Giménez & *al.*, *Food Rebellions*, Oakland, Food First/Fahamu.
- Uphoff N. (2000), « Agroecological Implications of the system of rice intensification (SRI) in Madagascar », *Environment, Development and Sustainability* 1, n° 3-4.
- Van der Ploeg J.D. (2008), *The New Peasantries*, London, Earthscan.
- Vorley B. (2003), « Food Inc. », www.ukfg.org.uk/docs/UKFG-Foodinc-Nov03.pdf.
- Wiggins S. & Levy S. (2008), *Rising Food Prices: a global crisis*, London, Overseas Development Institute.
- World Bank, « Rising Food Price », http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/risingsfoodprices_backgroundnote_apr08.pdf.
- World Bank (2008), *Global Monitoring Report 2008*, Washington.
- Wright A. & Wolford W. (2003), *To Inherit the Earth*, Oakland, Food First Books.